

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4 —
Six mois » 2 —
Trois mois » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'ÉTRANGER

Un an Fr. 5 30
Six mois » 2 65
Trois mois » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du *Révolté* : rue du Nord, 15, GENÈVE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

pour la propagande socialiste-révolutionnaire.

Reçu : Genève : du « Travailleur », 6 fr. — Vevey : L. C. 1 fr. — Avec les 22 premières listes (1,213 fr. 25 ct.) 1,220 fr. 25 ct.

Aux jeunes gens.

II.

Si vous terminez vos études de droit et si vous vous préparez pour le barreau, il se peut que vous aussi, vous vous fassiez des illusions relativement à votre activité future, — j'admets donc que vous êtes des meilleurs, de ceux qui connaissent l'altruisme! Vous pensez peut-être: « Consacrer sa vie à une lutte sans trêve ni merci contre toutes les injustices! S'appliquer constamment à faire triompher la loi, expression de la justice suprême! Quelle vocation pourrait être plus belle! » et vous entrez dans la vie plein de confiance en vous-même, en la vocation que vous avez choisie.

Eh bien, ouvrons au hasard la chronique judiciaire et voyons ce que va vous dire la vie.

Voici un riche propriétaire; il demande l'expulsion d'un fermier-paysan qui ne paie pas la rente convenue. Au point de vue légal, il n'y a pas d'hésitation possible: puisque le paysan ne paie pas, il faut qu'il s'en aille. Mais si nous analysons les faits, voici ce que nous apprenons. Le propriétaire a toujours dissipé ses rentes en festins joyeux, le paysan a toujours travaillé. Le propriétaire n'a rien fait pour améliorer ses terres, et néanmoins la valeur de ses terres a triplé en cinquante ans, grâce à la plus-value donnée au sol par le tracé d'une voie ferrée, par les nouvelles routes vicinales, par le dessèchement des marais, par le défrichage des côtes incultes; et le paysan qui a contribué pour une large part à donner cette plus-value à la terre, s'est ruiné; tombé entre les mains des agents d'affaires, perdu de dettes, il ne peut plus payer son propriétaire. La loi, toujours du côté de la propriété, est formelle; elle donne raison au propriétaire. Mais vous, en qui les fictions juridiques n'ont pas encore tué le sentiment de la justice, que ferez-vous? Demanderez-vous qu'on jette le fermier sur la grande route — c'est la loi qui l'ordonne, — ou bien demanderez-vous que le propriétaire restitue au fermier toute la part de la plus-value qui est due au travail de celui-ci? — c'est l'équité qui vous le dicte. De quel côté vous mettez-vous? pour la loi, mais contre la justice? ou bien pour la justice, mais alors contre la loi?

Et lorsque des ouvriers se seront mis en grève contre leur patron, sans le prévenir quinze jours à l'avance, de quel côté vous rangerez-vous? Du côté de la loi, c'est-à-dire du côté du patron qui, profitant d'un temps de crise, réalisait des bénéfices scandaleux (lisez les derniers procès de Reims), ou bien contre la loi, mais pour les ouvriers qui percevaient pendant ce temps là des salaires de 2 fr. 50 et voyaient dépérir leurs femmes et leurs enfants? Défendrez-vous cette fiction qui consiste à af-

firmer la « liberté des transactions »? Ou bien soutiendrez-vous l'équité, en vertu de laquelle un contrat conclu entre celui qui a bien diné et celui qui vend son travail pour manger, entre le fort et le faible, n'est pas un contrat?

Voici un autre fait. Ces jours-ci, à Paris, un homme rôdait près d'une boucherie. Il saisit un bifteck et se met à courir. On l'arrête, on le questionne, et l'on apprend que c'est un ouvrier sans travail, que lui et sa famille n'ont rien mangé depuis quatre jours. On supplie le boucher de lâcher l'homme, mais le boucher veut le triomphe de la justice! il poursuit, et l'homme est condamné à six ans de prison. C'est ainsi que le veut l'aveugle Thémis. — Et votre conscience ne se révoltera pas contre la loi et contre la société, en voyant que des condamnations analogues se prononcent chaque jour!

Ou bien, demanderez-vous l'application de la loi contre cet homme qui, malmené, bafoué dès son enfance, grandi sans jamais avoir entendu un mot de sympathie, finit par tuer son voisin pour lui prendre cent sous? Vous demanderez qu'on le guillotine ou — qui pis est — qu'on l'enferme pour vingt ans dans une prison, lorsque vous savez qu'il est plus malade que criminel et qu'en tout cas c'est sur la société entière que retombe son crime?

Demanderez-vous qu'on jette dans les cachots ces tisserands qui, dans un moment d'exaspération ont mis le feu à la fabrique? Qu'on envoie aux pontons cet homme qui a tiré sur un assassin couronné? qu'on fusille ce peuple insurgé qui plante sur les barricades le drapeau de l'avenir?

— Non, mille fois non!

Si vous raisonnez, au lieu de répéter ce qu'on vous a enseigné; si vous analysez et dégagez la loi de ces nuages de fictions dont on l'a entourée pour voiler son origine, qui est le droit du plus fort, et sa substance, qui a toujours été la consécration de toutes les oppressions léguées à l'humanité par sa sanglante histoire, — vous aurez un mépris suprême de cette loi. Vous comprendrez que rester serviteur de la loi écrite, c'est chaque jour se mettre en opposition avec la loi de la conscience et marcher avec elle; et, comme cette lutte ne peut durer, ou bien vous ferez taire votre conscience et deviendrez un coquin, ou bien vous romprez avec la tradition et viendrez travailler avec nous à l'abolition de toutes les injustices: économiques, politiques, sociales.

Mais alors vous serez socialiste, vous serez révolutionnaire.

Et vous, jeune ingénieur, qui rêvez d'améliorer, par les applications de la science à l'industrie, le sort des travailleurs, — quel triste désenchantement, quels déboires vous attendent! Vous donnez l'énergie juvénile de votre intelligence à l'élaboration d'un projet de voie ferrée qui, serpentant au bord des précipices et perçant le cœur des géants de granit, ira relier deux pays séparés par la nature. Mais, une fois à l'œuvre, vous voyez dans ce sombre tunnel, des bataillons ouvriers décimés par les privations et les maladies, vous en

voyez d'autres retourner chez soi emportant à peine quelques sous et les germes indubitables de phthisie, vous voyez les cadavres humains — résultats d'une crapuleuse avarice — marquer chaque mètre d'avancement de votre voie, et cette voie terminée, vous voyez enfin qu'elle devient un chemin pour les canons des envahisseurs....

Vous avez voué votre jeunesse à une découverte qui doit simplifier la production, et après bien des efforts, bien des nuits sans sommeil, vous voilà enfin en possession de cette précieuse découverte. Vous l'appliquez, et le résultat dépasse vos espérances. Dix mille, vingt mille ouvriers seront jetés sur le pavé! Ceux qui restent, des enfants pour la plupart, seront réduits à l'état de machines! Trois, quatre, dix patrons feront fortune et « boiront le champagne à plein verre ».... Est-ce cela que vous avez rêvé?

Enfin, vous étudiez les progrès industriels récents et vous voyez que la couturière n'a rien, absolument rien, gagné à la découverte de la machine à coudre; que l'ouvrier du Gonthard meurt d'ankylostoma en dépit des perforatrices à couronne de diamants, que le maçon et le journalier chôment comme auparavant à côté des ascenseurs Giffard, — et si vous discutez les problèmes sociaux avec cette indépendance d'esprit qui vous a guidé dans vos problèmes techniques, vous arrivez nécessairement à la conclusion que, sous le régime de la propriété privée et du salariat, chaque nouvelle découverte, loin d'augmenter le bien-être du travailleur, ne fait que rendre sa servitude plus lourde, le travail plus abrutissant, le chômage plus fréquent et les crises plus aiguës, et que celui qui a déjà pour lui toutes les jouissances, est le seul qui en profite.

Que ferez-vous alors, une fois arrivé à cette conclusion? — Ou bien, vous commencerez par faire taire votre conscience par des sophismes; puis, un beau jour, vous donnerez congé à vos honnêtes rêves de jeunesse et vous chercherez à vous emparer, pour vous-même, de ce qui donne droit aux jouissances, — vous irez alors dans le camp des exploités. Ou bien, si vous avez du cœur, vous vous direz: — « Non, ce n'est pas le temps de faire les découvertes! Travaillons d'abord à transformer le régime de la production; lorsque la propriété individuelle sera abolie, alors, chaque nouveau progrès industriel se fera au bénéfice de toute l'humanité; et toute cette masse de travailleurs, machines aujourd'hui, être pensants alors, appliquant à l'industrie leur intuition soutenue par l'étude et exercée par le travail manuel, le progrès technique prendra un essor qui fera en cinquante ans ce que nous n'osons pas même rêver aujourd'hui ».

Et que dire au maître école, — non pas à celui qui considère sa profession comme un ennuyeux métier, mais à celui qui, entouré d'une bande joyeuse de moutards, se sent à son aise sous leurs regards animés, au milieu de leurs joyeux sourires, et qui cherche à réveiller dans ces petites têtes les idées humanitaires qu'il caressait lui-même lorsqu'il était jeune?

Souvent, je vous vois triste, et je sais ce qui vous fait froncer les sourcils. Aujourd'hui, votre élève le plus aimé, qui n'est pas très avancé en latin, c'est vrai, mais qui n'en a pas moins bon cœur, racontait avec tant d'entrain la légende de Guillaume Tell! ses yeux brillaient, il semblait vouloir poignarder sur place tous les tyrans; il disait avec tant de feu ce vers passionné de Schiller :

«Devant l'esclave, quand il rompt sa chaîne,
«Devant l'homme libre, ne tremble pas!»

Mais rentré à la maison, sa mère, son père, son oncle, l'ont vertement réprimandé pour le manque d'égards qu'il a eu envers monsieur le pasteur ou le garde-champêtre; ils lui ont chanté pendant une heure « la prudence, le respect aux autorités, la soumission », si bien qu'il a mis Schiller de côté pour lire : « L'art de faire son chemin dans le monde »!

Et puis, hier encore, on vous disait que vos meilleurs élèves ont tous mal tourné : l'un ne fait que rêver épaulettes, l'autre, en compagnie de son patron, vole le maigre salaire des ouvriers, et vous, qui aviez mis tant d'espérance en ces jeunes gens, vous réfléchissez à présent sur la triste contradiction, qui existe entre la vie et l'idéal.

Vous y réfléchissez encore! mais je prévois que dans deux ans, après avoir eu désillusion sur désillusion, vous mettrez vos auteurs favoris de côté et que vous finirez par dire que Tell était certainement un très honnête père, mais, somme toute, un peu fou; que la poésie est une chose excellente au coin du feu, surtout lorsqu'on a enseigné pendant toute une journée la règle des intérêts composés, mais qu'après tout, Messieurs les poètes planent toujours dans les nuages et que leurs vers n'ont rien à faire, ni avec la vie, ni avec la prochaine visite de M^r l'inspecteur...

Où bien, vos rêves de jeunesse deviendront la ferme conviction de l'homme mûr. Vous voudrez l'instruction large, humanitaire, pour tous, à l'école et en dehors de l'école, et voyant qu'elle est impossible dans les conditions actuelles, vous vous attaquerez aux bases mêmes de la société bourgeoise. Alors, mis en disponibilité par le ministère, vous quitterez l'école et vous viendrez parmi nous, avec nous, dire aux hommes âgés, mais moins instruits que vous, ce que le savoir a d'attrayant, ce que l'humanité doit être, ce qu'elle peut être. Vous viendrez travailler avec les socialistes à la transformation complète du régime actuel, dans le sens de l'égalité, de la solidarité, de la liberté.

Enfin vous, jeune artiste, sculpteur, peintre, poète, musicien, ne remarquez-vous pas que le feu sacré qui avait inspiré tel de vos prédécesseurs, vous manque aujourd'hui, à vous et aux vôtres? que l'art est banal, que la médiocrité règne?

Et pourrait-il en être autrement? La joie d'avoir retrouvé le monde antique, de s'être retrempé aux sources de la nature qui fit les chefs-d'œuvre de la Renaissance, n'existe plus pour l'art contemporain; l'idée révolutionnaire l'a laissé froid jusqu'à présent et, en l'absence d'idée, il croit en avoir trouvé une dans le réalisme, lorsqu'il s'évertue aujourd'hui à photographier en couleurs la goutte de rosée sur la feuille d'une plante, à imiter les muscles fessiers d'une vache, ou à dépeindre minutieusement, en prose et en vers, la boue suffocante d'un égout, le boudoir d'une femme galante!

Mais, si en est ainsi, que faire? direz-vous. La réponse est simple.

Si le feu sacré que vous dites posséder, n'est qu'un « lumignon fumant », alors vous continuerez à faire comme vous avez fait, et votre art dégènera bientôt en métier de décorateur des salons du boutiquier, de pourvoyeur de libretti aux Bouffes et de feuilletons à M. de Girardin, — la plupart d'entre vous marchent déjà à pleine vapeur sur cette pente inclinée...

Mais si réellement votre cœur bat à l'unisson avec celui de l'humanité, si, en vrai poète, vous avez une oreille pour entendre la

vie, alors, en présence de cette mer de souffrances dont le flot monte autour de vous, en présence de ces peuples mourant de faim, de ces cadavres entassés dans les mines et de ces corps mutilés gisant en monticules au pied des barricades, de ces convois d'exilés qui vont s'enterrer dans les neiges de la Sibérie et sur les plages de îles tropicales, en présence de la lutte suprême qui s'engage, des cris de douleur des vaincus et des orgies des vainqueurs, de l'héroïsme aux prises avec la lâcheté, du noble entrain et de la basse méchanceté, — vous ne pourrez plus rester neutre: vous viendrez vous ranger du côté des opprimés, parce que vous savez que le beau, le sublime, la vie enfin, sont du côté de ceux qui luttent pour la lumière, pour l'humanité, pour la justice!...

Vous m'arrêtez enfin!

—Que diable! dites vous.—Mais si la science abstraite est un luxe et la pratique de la médecine un faux-semblant; si la loi est une injustice et la découverte technique un instrument d'exploitation; si l'école, aux prises avec la sagesse du praticien, est sûre d'être vaincue, et l'art sans idée révolutionnaire ne peut que dégénérer, que me reste-t-il donc à faire?»

Eh bien, je vous répond :

— Un travail immense, attrayant au plus haut degré, un travail dans lequel les actes sont en complet accord avec la conscience, un travail capable d'entraîner les natures les plus nobles, les plus vigoureuses.

Quel travail? — *Le Révolté* vous le dira dans son prochaine numéro.

(A suivre).

Etat et Commune.

Les deux courants d'idées qui se manifestent en ce moment dans la Suisse allemande et dans la Suisse française, notamment dans le Jura, méritent l'attention des socialistes de tous les pays.

Emanant de l'idée que c'est l'Etat qui doit concentrer entre ses mains toutes les manifestations de la vie humaine, les organisations de la Suisse allemande, — ouvrières, comme l'*Arbeiterbund*, et mixtes, c'est-à-dire composées d'ouvriers et de petits bourgeois, comme le *Grütli*, — ne laissent échapper aucune occasion pour faire de l'agitation dans ce sens. Commerce des grains confié à l'Etat, monopole des banques concentré entre les mains de l'Etat, législation par l'Etat sur les conditions du travail dans les fabriques, législation internationale par les Etats sur les heures de travail, — tels sont les divers sujets qui occupent les journaux ouvriers et démocratiques de la Suisse allemande et les membres actifs de ses organisations. Monopole sur le tabac, prise de possession par l'Etat des chemins de fer, etc., tels sont les sujets que ces journaux traitent le plus volontiers et qui deviendront un thème d'agitation dès que l'occasion s'en présentera.

Le choix de ces sujets n'est pas fortuit. Au contraire, il résulte nécessairement de cette idée préconçue que partagent tous les socialistes de l'école allemande et ceux qui les imitent ailleurs, et qui consiste à affirmer qu'une modification du régime de la propriété ne sera possible que lorsque la plupart des grandes branches de la production seront concentrées entre les mains de l'Etat, afin que la démocratie sociale, s'emparant un jour de celui-ci, puisse alors organiser la production à sa guise, au moyen d'associations ouvrières gérées par un pouvoir central.

Nous n'avons pas à entrer aujourd'hui dans une discussion détaillée de ce préjugé que nous n'avons jamais cessé et ne cesserons de combattre. Nous nous bornerons à remarquer seulement que ce genre de tactique, visant un but absolument irréalisable, a le suprême inconvénient de paralyser toute initiative populaire; d'accoutumer toujours l'ouvrier à l'idée d'un certain Dieu caché derrière les coulisses,

l'Etat, qui veille aux intérêts du peuple, au lieu de le familiariser avec l'idée que c'est de l'initiative populaire que doit ressortir toute tentative d'améliorer sa position, toute tentative de s'organiser sur les bases de la justice et de l'égalité.

Si l'on nous demandait, ce genre de tactique trouve-t-il beaucoup de sympathies dans le peuple suisse, nous aurions dû répondre franchement: non! Quoiqu'il se base sur un préjugé gouvernemental assez répandu et soutenu par l'indolence, il ne passionne cependant pas les masses. Nous avons vu dernièrement quelle masse d'énergie — digne d'une meilleure cause — a dû déployer le conseiller d'Etat M. Joos avec son monopole des banques, pour arriver à des résultats assez médiocres. Et tout récemment, le *Grütli* et l'*Arbeiterbund* ayant convoqué à Zurich une réunion de délégués qui devait pétitionner pour le maintien de la loi sur les fabriques et demander à la fédération une législation internationale concernant les heures de travail, ils n'ont réussi à réunir que peu de délégués, venant pour la plupart de localités voisines de Zurich. Quant à la Suisse française, elle se désintéresse absolument de ce genre d'agitation. Dans les monopoles, elle ne voit qu'un reflet des tendances centralisatrices et gouvernementales de la bourgeoisie allemande, et la législation sur les fabriques la laisse froide: il faut supposer que nos populations ouvrières préféreraient réduire les heures de travail par la grève, dès que la reprise des affaires en fournira l'occasion, au lieu d'attendre cette réduction des Messieurs de Berne.

Pendant que dans la Suisse allemande, on se cramponne ainsi à l'Etat, une idée nouvelle commence à se faire jour au sein des populations ouvrières du Jura, l'idée de la *Commune*, prenant entre ses mains l'organisation de la production et l'échange des produits.

Aujourd'hui, l'idée ne fait encore que s'affirmer; ceux qui la proclament, n'entrent pas dans les détails de l'application, ils ne font que formuler une aspiration — plus répandue d'ailleurs qu'on ne le pense — qui commence à se dégager des discussions faites au sein des masses ouvrières sur la nécessité d'une transformation fondamentale du régime de la propriété. C'est pour énoncer cette idée de la Commune que la Fédération Ouvrière Socialiste de Courtelary vient de publier, à propos des élections supplémentaires qui auront lieu le 11 juillet, un manifeste adressé aux électeurs du Haut-Vallon, par lequel elle les invite à déposer dans les urnes des bulletins portant ces mots: *La Commune*.

Voici quelques extraits de ce manifeste, que nous regrettons ne pas pouvoir reproduire en entier:

«Citoyens, — dit le Manifeste, — vous êtes appelés à élire deux députés au Grand Conseil de Berne.

Nous nous adressons à vous, non pas pour discuter la valeur personnelle des candidats ou vous recommander plus particulièrement tel candidat. D'autres que nous auront soin des personnalités; nous voulons nous occuper des principes.

En présence des élections du 11 Juillet, nous nous demandons ce que les intérêts populaires auront à gagner à l'envoi de deux nouveaux députés au Grand Conseil. Comme leurs collègues, les deux citoyens qui sortiront victorieux des urnes, ne pourront que suivre la politique traditionnelle; depuis 1846, à chaque renouvellement du Grand Conseil, nous avons vu surgir des promesses de réformes — et nos dieux politiques font longtemps désirer la manne promise...

Vous pensez améliorer cette situation en envoyant à Berne, comme nouveaux députés, deux de vos concitoyens; ils se hasarderont peut-être à quelques propositions de réformes; les cartons du Grand Conseil recueilleront pieusement ces projets pour le sommeil des justes. Ce sera tout le résultat pratique de votre politique. Comment en serait-il autrement? Les

partis dominants ne sont-ils pas entrés dans cette phase d'impuissance qui caractérise les sociétés en décomposition?...

Si les traditions politiques du passé sont une cause d'arrêt dans la marche du progrès, nous devons, si nous sommes intelligents, rompre avec cette tradition et inaugurer une nouvelle politique.

Cessons de nous en prendre aux personnalités; attaquons le système.

Personne ne peut plus le méconnaître: La société moderne assiste à un enfantement; la lutte entre le vieux monde des privilèges de toutes sortes et les aspirations d'affranchissement des masses populaires s'accroît sur toute la ligne. La formule des revendications nouvelles se dégage de plus en plus éclatante de toutes les manifestations des populations travailleuses. La Commune! tel est le cri de ralliement.

Electeurs du Cercle du Haut-Vallon! Nos intérêts populaires sont solidairement liés aux intérêts des peuples travailleurs de tous les pays. Rallions-nous à l'idée qui est devenue la manifestation des aspirations nouvelles des peuples.

Déposons dans l'urne, non plus des NOMS PERSONNELS, mais une IDÉE — LA COMMUNE!

Ce ne sont certes pas Messieurs les conseillers de Berne qui sont des juges compétents dans l'organisation de nos intérêts de travail, mais vous, citoyens des Communes de Villeret, S'Imier, Sonvillier, Renan et Ferrière.

Commençons par affirmer; nous recherchons ensuite par quels moyens nous pourrions réaliser pratiquement; cherchons l'idée de la Commune libre et de la fédération des Communes.

La politique de «*Ote-toi de là que je m'y mette*» a donné tous ses résultats; vous les connaissez. Donnons l'exemple à notre pays d'une nouvelle politique: celle qui n'a qu'un seul mobile—le bien-être moral et matériel de tout le peuple.

Nous déposerons dans l'urne les mots — «**LA COMMUNE**». Nous vous convions à agir comme nous.»

Nous ne saurions trop recommander à l'attention de nos lecteurs ce manifeste de la Fédération de Courtelary.

En appelant à voter pour la Commune, la Fédération plante le jalon d'une nouvelle phase de développement du socialisme révolutionnaire.

Nous reviendrons, et bien des fois, sur ce sujet: la Commune, qui va évidemment prendre une place prépondérante dans les préoccupations des socialistes de tous les pays.

MOUVEMENT SOCIAL

France

Eh bien! nous nous étions trop pressés. C'est à tort que nous avions dit l'amnistie proclamée! C'eût été vraiment trop beau que, par un noble mouvement, les messieurs qui pérorèrent et gesticulèrent dans les deux chambres eussent enfin donné un démenti à ceux qui les accusaient de sottise et de mauvais goût. Ils ont tenu à prouver combien ils sont incapables d'agir avec quelque grandeur. Nous l'avouons: ce sont des personnages médiocres, haineux et plats; désormais on ne nous reprendra plus à leur supposer une large intelligence des choses.

Quant au résultat pratique, il est absolument le même que si les sénateurs avaient voté l'amnistie, car le peuple l'a déjà résolue; il la veut, il l'exige avec assez d'énergie pour que le gouvernement soit obligé de céder. Nos amis pourront donc rentrer, et la sympathie qu'on aura pour eux sera d'autant plus grande qu'ils n'auront pas été amnistiés par le sénat: la flétrissure d'une bonne parole d'accueil prononcée

par un Jules Simon ou par un Dufaure leur aura été épargnée. C'est en ennemis, en réprouvés que les traite le Sénat, et cette réprobation même les grandira aux yeux des hommes de cœur. Quoiqu'on en dise, ce n'est pas en grâces qu'ils rentreront, c'est en représentants d'une cause invaincue; ils combattirent pour la Commune, ils rentreront pour continuer le combat. Salut à eux et bon courage!

Ainsi l'amnistie est faite et reste faite, et les sénateurs méprisés en seront pour leur honte. Nous serions tentés de nous en réjouir, et pourtant ce vote honteux du Sénat nous chagrine, car nous voyons qu'à propos de ce vote les naïfs électeurs se préparent avec enthousiasme à se laisser duper. On va les entraîner comme une meute de chiens sur une fausse piste, et les malheureux vont aboyer, donner de la voix, courir éperdument à la poursuite de, je ne sais, quel misérable gibier, tandis qu'il s'agirait de saisir une bien autre proie.

En effet, tout le monde se met à crier maintenant contre le Sénat, mais on chantera les vertus de ces «honorables» députés. On maudit le perfide Simon, mais le magnanime Gambetta s'en trouvera glorifié d'autant. On opposera pouvoir à pouvoir; on agitera l'opinion contre l'un, mais au profit de l'autre. On essayera de retirer au Sénat sa part de royauté, mais pour augmenter la part de la Chambre. Nous entendrons répéter de tous les côtés, et sur tous les tons, le cri: «**A bas le Sénat!**» Et sous une autre forme, ce cri n'est-il pas synonyme de «**Vive la Chambre! Vive l'Etat!**» Qu'importe au peuple ce changement de maître? En deviendra-t-il plus heureux et plus libre?

Ainsi nous craignons que l'agitation provoquée le vote de Sénat n'ait pour résultat de lancer le peuple sur une fausse voie politique. Jusqu'à maintenant il a poursuivi des ombres. A la royauté d'un seul, il a fait succéder celle de plusieurs; il a remplacé la monarchie par une forme d'Etat portant le nom de république; maintenant il s'agit de faire suivre la république «**tricéphale**» d'une république «**monocéphale**», et cette agitation durera, peut-être, des années, car le «**conseil général des Communes de France**» a la vie dure et la voie légal est longue à suivre.

Que de discours nous aurons à entendre encore! Dans quel océan de phrases courons-nous le risque de nous noyer!

Mais cette agitation futile n'est pas la seule et nos maîtres ont d'autres amusettes en réserve pour le grand enfant qu'ils ont à tromper. Maintenant ils sont en train de lui faire «**manger du Jésuite**». C'est ainsi que le malheureux taureau pourchassé dans l'arène, se précipite, furieux, les yeux en feu, contre des lambeaux de soie de toutes couleurs: il se lance contre un chiffon violet, puis contre un chiffon rouge; il pourrait éventrer son homme d'un coup de corne, mais une banderolle le détourne, et de ruban en ruban, il finit par trouver l'épée qui le fait tomber comme une masse au pied de son vainqueur. Et nous aussi nous donnons de la corne contre des haillons. Aujourd'hui c'est le haillon du Sénat, demain ce sera celui des Jésuites! Et c'est ainsi qu'on nous fait courir de çà et là, aveuglés, ahuris, ne sachant où frapper.

S'il est quelque chose de méprisable dans la politique contemporaine, c'est bien cette prétendue persécution que les Jésuites de l'Etat font subir aux Jésuites de l'Eglise! Sans doute, nous comprendrions une explosion de colère populaire contre toute la sequelle des curés et des moines; mais ces commissaires de police en gants blancs verbalisant contre der religieux et leur posant avec force excuses la main sur l'épaule, et ces scellés posés respectueusement sur un saint-ciboire, et ces changements de nom imposés à des moines qui s'appelaient Jésuites hier et qui s'appelleront Lazaristes demain, tout cela nous semble grotesque et nous écœure. Il n'y a rien de vrai, de sincère, de passionné dans tout cela. C'est une lamentable comédie jouée par des gens qui se disent ennemis et qui se croient tels pour un moment,

grâce à la mise en scène, mais qui s'entendent si bien au fond. Jésuites et gens de police, «**concert touchant des vautours et des oies!**»

Et ce n'est pas seulement en France qu'on dupe le peuple avec des mots et des chiffons. Voyez cette affaire Bradlaugh! Le peuple anglais en a oublié le manger et le boire. Des réunions populaires ont été tenues dans toutes les grandes villes; mille discours ont été prononcés à la fois; un fleuve d'encre a noirci d'innombrables journaux. Et de quoi s'agissait-il en réalité! De savoir si Bradlaugh se déclarerait par un serment ou par une simple affirmation «**fidèle sujet de la reine**» et respectueux observateur de la Constitution». Et que cela peut-il donc bien faire à des gens volés à la fois par la reine et opprimés par la Constitution? Que Bradlaugh se déclare l'humble valet de Victoria en prose ou en vers, au son du clairon ou au roulement des tambours, il n'en est pas moins un valet, et lui qui se disait républicain et socialiste, n'en devient pas moins un parjure. Nous n'attendons plus rien de lui. Qu'il suive désormais sa reine, le front courbé, et qu'il hume la poussière soulevée par le manteau royal!

LE RESPECT DE L'AUTORITÉ. «**Allons! faisons marcher ces jeunes indisciplinés!**» M^r le doyen de l'université de Montpellier renvoie le professeur ami des étudiants, il les tance de la belle façon, puis il les met à la porte. M^r le ministre vient l'appuyer de son autorité. Il ferme l'université pour quinze jours, écrit une lettre en style napoléonien, menace les jeunes gens de sa toute-puissante colère. Le colonel s'en met et des soldats viennent s'asseoir à la place des étudiants sur les bancs de l'université. Il ne restait plus qu'à tuer les jeunes gens pour leur enseigner le respect de l'autorité.

Et malgré l'appui du ministre, des lois et des fusils, ne voilà-t-il pas que le doyen et tous les administrateurs de l'université donnent «**spontanément**» leur démission. Les étudiants l'ont emporté.

Le morale de ceci est qu'il n'y a point d'autorité, point de lois dont on ne puisse triompher, pourvu qu'on le veuille bien!

Nous apprenons l'expulsion de Paris de deux socialistes russes, Klatchko et Eigenson. Quelques journaux ont cherché à motiver l'expulsion en disant que les deux citoyens russes prenaient une part active à la propagande socialiste en France. C'est n'est pas vrai. Nous ne connaissons pas encore les motifs de l'expulsion de Eigenson; quant à Klatchko, c'est par pure complaisance pour l'ambassade russe qu'il a été expulsé de France.

— Le Comité fédéral du parti ouvrier de la région de l'Est annonce que le Congrès régional aura lieu le 10 juillet à Lyon.

Les questions qui doivent y être traitées sont:

L'organisation fédérale de la région de l'Est, — le salariat, — la propriété, — la femme et l'instruction.

Tout envoi d'adhésion et tout renseignement relatif au Congrès devront être adressés directement au siège du Comité fédéral, rue Port-du-Temple, 7.

— Le Congrès régional ouvrier de Bordeaux a eu lieu le 22 juin. Nous en parlerons dès que nous en aurons le compte-rendu.

Italie

On nous écrit de ce pays:

Un attentat contre la chambre, voilà la nouvelle du jour. Le 24 juin un ouvrier-tailleur a lancé avec force, du haut de la galerie de la Chambre, deux grandes pierres contre un groupe de députés qui se tenaient près du banc ministériel. Les pierres ont rasé les têtes d'un ministre et de deux députés et sont allées briser le banc ministériel. Imaginez-vous seule-

ment, si les courageux jouteurs de l'arène du Montecitorio, en entendant le choc et le bruit, et croyant voir déjà une bombe Orsini, se sont vite jetés dans les corridors, tremblant dans leur peau et maudissant ce «peuple ingouvernable»! Cordigliani—c'est ainsi que se nomme l'auteur de cet attentat—fut immédiatement emprisonné. Soumis à l'interrogatoire, il déclara qu'il est venu de Viterbe à Rome avec l'intention de faire un attentat contre le roi; mais qu'après avoir vu de près que le roi ne peut faire absolument rien ou très-peu de chose, et que ce sont les députés qui tyrannisent et ruinent le peuple pour satisfaire leur ambition et leur rapacité, il a changé de projet: il a résolu de faire une honte à la Chambre (*fare un sfregio*).

La fermété des réponses de Cordigliani, ainsi que la gravité du fait, ont produit une vive impression sur l'opinion publique et contribuent à maintenir le mépris général envers nos politiciens.

Nos compagnons, détenus à Perugia, viennent d'être mis en liberté, après avoir passé deux années de prison préventive. Il paraît que cette mesure de prudence a été adoptée, d'une part pour éviter des révélations scandaleuses sur la vie en prison qui auraient été faites devant le tribunal par les accusés, et d'autre part parce qu'il était impossible de trouver une accusation quelconque pour justifier une détention de deux ans! La justice bourgeoise est toujours la même: doux sourires pour les riches voleurs, et toutes les sévérités pour les pauvres.

Par contre, à Florence, on vient d'arrêter de nouveau Natta, Pezzi et Zirardini, tous les trois à peine sortis de prison après avoir été acquittés par la Cour de Florence et par la Cour d'appel de Bologne.

Les émeutes des paysans continuent. A Adria, les paysans et les ouvriers sans travail ont fait une manifestation qui a fini par l'intervention de la gendarmerie et par des arrestations.

Dans le Maltese, une bande de neufs individus a fait sont apparition. C'est un mauvais symptôme pour le gouvernement, et il se prépare à faire un grand déploiement de force militaire.

Les causes du mécontentement s'accroissent toujours, puisque la condition de la classe ouvrière va toujours en s'empirant. Dans la province de Caserta, près de Naples, j'ai vu les ouvriers des champs, payés quinze sous par jour. Des hommes transportent sur la tête des fardeaux pesant un quintal, en escaladant les montagnes, pour gagner *neuf sous par jour!* Des familles entières se nourrissent d'herbe arrachée aux murs. Par contre, quelques spéculateurs s'enrichissent d'une façon scandaleuse. Le gaspillage de l'argent des Communes dépasse toute imagination. Les terrains les plus fertiles sont concédés en bail par les conseils communaux pour des prix dérisoires, aux parents des conseillers, à des compères du député local et aux électeurs influents. Des entrepreneurs de travaux publics réalisent en peu de temps des fortunes immenses en profitant de leurs «bons rapports» avec tel député ou avec tel conseiller provincial. Peu leur importe que le paysan qui manque de pain paie des impôts exorbitants sur le blé et les fruits! Peu leur importe aussi que deux ou trois cent familles qui vivaient du métier de guides au Vésube fussent réduites à la mendicité par la nouvelle voie funiculaire, pourvu que cette voie enrichisse des entrepreneurs et des banquiers français, juifs et italiens. Les journaux « indépendants » glorifient l'entreprise, mais aucune de ces feuilles n'a trouvé un seul mot de sympathie pour ce malheureux guide qui, réduit à la misère et à la faim par le succès de la voie ferrée, a fini par se jeter dans un précipice du haut du balcon de sa maison. Et pendant qu'ils chantent gloire à la nouvelle conquête de la science,—placé dans les conditions que nous subissons, le travailleur se voit forcé de lancer aujourd'hui ses malédictions à la science, au génie et à l'art qui l'amènent au suicide!

Soumis à un interrogatoire, Cordigliani a dit carrément les motifs de son acte. Voici quelques-unes de ses réponses, telles qu'elles furent publiées dans la *Gazette de Naples*:

- D. Etes-vous marié?
R. Grâce à Dieu, je suis célibataire.
D. Quelle est votre profession?
R. Tailleur inoccupé.
D. Vous manquez de travail depuis longtemps?
R. Je n'en ai jamais manqué... Mais, suivant mes principes, il est injuste que le prolétaire se fatigue à travailler pendant que d'autres font ripaille.
D. Quels sont vos principes?
R. Ceux de l'humanité opprimée.
D. Quelle est votre foi politique?
R. Internationaliste.
D. Vous appartenez à une association?
R. Oui, monsieur.
D. Pouvez-vous me dire son nom?
R. Je ne le puis.
D. Vous habitez Viterbe; depuis quand étiez-vous à Rome?
R. Depuis onze jours.
D. Où logiez-vous?
R. Là où vivent les hommes libres, sur la voie publique.
D. Mais où dormiez-vous?
R. Dans les dortoirs municipaux.
D. Est-il vrai que vous avez eu recours pour vivre à la générosité d'un député?
R. Ce n'est pas. Cordigliani ne mendie pas.
D. Pourquoi êtes-vous venu à Rome?
R. Ma première pensée a été de tirer sur Sa Majesté.
D. Qu'entendez-vous par tirer?
R. Je m'entends et cela suffit.
D. Vous avez renoncé à cette idée!
R. Oui, monsieur; j'ai reconnu que c'était une bêtise.
Le roi est irresponsable; tout le mal vient des députés et des ministres...
D. Continuez...
R. Interrogez-moi et je répondrai.
D. Qui vous a poussé à jeter des pierres sur les députés?
R. Ma volonté.
D. Expliquez-vous.
R. J'ai voulu exprimer la volonté du peuple.

Espagne

La petite guerre continue dans les provinces. Dans la province de Xéres, les paysans continuent à incendier les maisons et les champs de leurs propriétaires, en s'acharnant surtout contre les plus rapaces; les incendies se font sur un plan bien organisé. — Dans la Corunna, une bombe chargée de dynamite a éclaté sous les murs de la maison d'un alcalde généralement détesté. La maison fut presque toute détruite, mais personne de ses habitants n'a été blessé.

Belgique

Le Conseil général du Parti ouvrier socialiste belge publié, dans la *Voix de l'Ouvrier* du 27 juin, un manifeste adressé «aux socialistes des deux mondes», dans lequel, après avoir fait appel à l'union des socialistes de tous les pays, le Conseil belge s'exprime ainsi:

Un pas reste à faire pour reconstituer de fait l'association internationale des travailleurs; et, dans les circonstances actuelles, ce pas semble être aussi le dernier qui nous sépare du but.

Il faut que nous ayons un programme commun d'action.

L'appel conclut comme suit:

FRÈRES!

Trop longtemps les mots nous ont divisés. Nous ne voulons plus voir derrière ces mots qu'une même bonne foi, qu'un même amour ardent de l'humanité.

Unis par notre haine contre les iniquités sociales, nous saurons nous mettre d'accord pour les faire disparaître.

Dans son dernier Congrès annuel, le parti socialiste belge a émis le vœu de voir se réunir l'an prochain un Congrès socialiste universel. L'approbation que plusieurs journaux socialistes ont donné déjà à cette idée est une preuve de plus qu'elle vient à son temps.

Nous venons vous inviter à ce Congrès.

Discutez-en dès maintenant la date, le lieu, l'organisation; indiquez-nous les questions que vous voudriez voir figurer à l'ordre du jour; communiquez vos craintes; aidez-nous enfin à faire réussir les solennelles assises ouvrières de 1881.

Et qu'une fois de plus ce cri trouve un écho dans vos cœurs: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»

Pour le Conseil Général du Parti Socialiste belge,
Le Secrétaire,
E. ANSELE,

Gand, Digue des Blanchisseurs, 14, 2,

En parlant de cet appel, la *Tagwacht* observe que si le Congrès devait avoir lieu en ce moment en Belgique, l'*Arbeiterbund* (l'Union ouvrière) suisse ne serait pas en état de se faire représenter. Quant aux dissensions au sein du parti des démocrates-socialistes allemands, loin de s'apaiser, elles menacent de s'étendre sur l'*Arbeiterbund* suisse, plusieurs sections de l'Union ouvrière étant sur le point d'en sortir à la suite de la guerre que se font les deux partis représentés par la «*Freiheit*» et par le «*Sozialdemokrat*».

Allemagne

En réponse à l'excommunication prononcée contre le cit. Most par la rédaction de l'*Egalité*, la *Freiheit* publie une déclaration signée par A. Scheu, de laquelle il résulte que la note parue dans ce journal sur la manifestation du 23 mai a été rédigée non pas par Most, mais par A. Scheu pendant que Most était en voyage, absent de Londres.

Une jolie illustration du régime parlementaire. Le gouvernement présente un projet de loi sur les relations de l'Etat et de l'Eglise. Après une discussion très vive, on arrive enfin au vote définitif. L'article 1^{er} est rejeté à une voix de majorité. Aussitôt on télégraphie dans tous les cafés de Berlin pour faire venir à la Chambre les députés absents, et l'on parvient à en amener une demi-douzaine. Alors, il se forme une majorité en faveur de la loi, et les articles suivants sont adoptés à la majorité de deux voix.

Ainsi deux hommes, qui n'ont aucun intérêt à la loi, qui n'en savent probablement pas un mot et n'ont aucune opinion, deux indifférents, dotent l'Empire allemand d'une loi d'une haute importance.

Quel fameuse blague que ce régime parlementaire!

Suisse

ENCORE LE GOTHARD.—Exploités par les entrepreneurs du tunnel, les ouvriers étaient volés par-dessus le marché par le caissier de l'entreprise, Burtin, qui depuis 1875 a réussi à leur «soustraire» près de 20,000 fr. La justice bourgeoise a condamné ce Burtin à un mois de détention, à 3,000 fr. d'amende (au profit de qui?) et à verser 2,000 fr. dans la caisse de secours aux malades des ouvriers de Gœschenen, ce qui fera autant d'économie sur les dépenses éventuelles des patrons pour ce sujet. Quant aux ouvriers, ils paient avec les 20,000 fr. qui leur ont été chipés, la rude expérience qui consiste à savoir qu'en Suisse comme ailleurs les loups ne se mangent pas entre eux.

Il est bon de mettre en parallèle avec ces résolutions le fait suivant:

On se souvient que la loi sur les fabriques donne au gouvernement fédéral le droit d'accorder aux fabricants la permission de faire travailler des heures supplémentaires en dehors des onze heures, établies par la loi. Nous apprenons par la *Tagwacht* que les autorités fédérales usent largement de ce droit. Ainsi, dans le courant d'une seule semaine, nous trouvons que la permission de travailler des 12 et des 12 1/2 heures a été accordée à huit manufactures, et il paraît qu'à Winterthur on travaille des quinze heures et même plus.

C'est à ces autorités que la réunion de Zurich s'adresse pour se faire protéger contre l'exploitation du patrons.

GENÈVE.—La séparation de l'Eglise et de l'Etat a été rejetée à une immense majorité, par 9300 voix contre 4000. Ce qu'il y a de plus intéressant là-dedans, c'est que les ultramontains votaient pour la séparation et que les libres-penseurs votaient le maintien du budget des cultes voulant faire échec aux ultramontains.

C'est tout-à-fait comme dans les prisons d'Algérie, où les forçats cultivent les araignées pour combattre les punaises!

Genève.—Imprimerie Jurassienne, rue des Grottes, 24.